

Etat d'occupation dans les territoires palestiniens occupés

Description

Jalal Abukhater à?? 16 octobre 2018

Les Palestiniens ne peuvent pas continuer à vivre comme ça. Nous devons nous lever et agir avant de tomber plus profondément dans l'abîme.



Des manifestants crient des slogans lors d'une manifestation contre le projet de démolition du village bédouin palestinien de Khan al-Ahmar, en Palestine occupée, le 5 octobre 2018. [Mohammad Torokman/Reuters]

Aujourd'hui, près de cinq millions de Palestiniens qui vivent en Cisjordanie occupée et dans la Bande de Gaza assiégée tentent de survivre au jour le jour sans aucun réel espoir ou expectation à long terme. Au cours des 25 ans qui ont suivi la signature des Accords d'Oslo et la création de l'Autorité Palestinienne, Israël a étendu et enraciné son contrôle sur la vie des Palestiniens de toutes les manières imaginables et maintenant, il pousse son avance avec un programme plus extrême que jamais auparavant il espère extirper pour toujours les espoirs des Palestiniens d'arriver soit à acquiescer un Etat souverain dans les frontières de 1967, soit de devenir des citoyens égaux et d'écarter dans un Etat unique binational.

Une Cisjordanie divisée

Avec la prolifération des colonies réservées aux seuls Juifs, les checkpoints permanents et les routes réservées aux seuls colons, la Cisjordanie n'est plus une unité cohérente. Le nettoyage imminent des communautés bédouines, telle Khan Al-Ahmar, menace d'une dissection permanente de la Cisjordanie en unités séparées.

Toutes les routes qui relient les centres les plus peuplés de Cisjordanie sont maintenant émaillées en moyenne par trois à cinq checkpoints permanents. Le trajet entre les villes d'Hébron et de Ramallah (43 km), par

exemple, prend au moins deux heures pour un Palestinien à cause de la nature des routes qu'il est autorisé à utiliser. Comparativement, un Israélien pourrait couvrir la même distance sur des routes larges, sûres et bien éclairées en moitié moins de temps.

Avec l'expansion planifiée de la colonisation en zone E1 (Jérusalem), les Palestiniens seront bientôt forcés d'utiliser des routes de contournement plus distantes et dangereuses. Ces routes qui incluent Al-Mu'arajat, Wadi Al-Nar et le contournement de la nouvelle Anata-Ezariye, ont toutes été construites pour garder les Palestiniens à l'écart des routes israéliennes qui traversent la Cisjordanie, telles que l'Autoroute 1 et l'Autoroute 60.

Oubliés à Jérusalem

À Jérusalem, la négligence de l'autorité gouvernementale israélienne envers la population palestinienne de la ville est effrayante. Dans la ville, 72,9 % de la population vit sous le seuil de pauvreté et moins de 10 % de son financement municipal sont destinés pour les résidents palestiniens, malgré leur forte contribution aux impôts municipaux. Des zones telles que Kufr Aqab et le Camp de Réfugiés de Shufat, qui se trouvent à l'intérieur des frontières municipales de Jérusalem, sont littéralement hors les murs et abandonnées à leur triste sort sans aucun service municipal.

Plus de 20.000 Palestiniens qui vivent à Jérusalem Est ne sont pas considérés comme des citoyens par Israël. Ils ne peuvent absolument pas aller et venir parce que, s'ils le font, ils peuvent définitivement perdre leur droit juridique de résider à Jérusalem. Ils sont confrontés à un accablant manque de logements, un système scolaire déficient, des impôts municipaux très élevés (dont ils ne voient jamais les effets) et un niveau de vie globalement difficile.

Les Palestiniens de la ville craignent d'être encore plus malmenés dans les jours qui viennent à cause de la nouvelle politique israélienne sur les frontières municipales de Jérusalem. Ils s'inquiètent aussi devant la possibilité que l'imminent « accord du siècle » du président Trump les force à abandonner leur résidence dans la ville et à obtenir une pleine citoyenneté jordanienne ou palestinienne. Ils ont peur que personne n'essaie d'arrêter les efforts des Israéliens pour nettoyer Jérusalem de ses Palestiniens.

Citoyens de deuxième classe

En attendant, les citoyens palestiniens et autres non-juifs d'Israël font face à leur propre vague de discrimination, renforcée par la Loi controversée de l'Etat-Nation Juif. Cette loi a transformé leur marginalisation en question de jure plutôt que de facto comme c'était le cas avant. En diminuant leur statut de citoyens et en dépouillant l'Arabe de son appellation de langue officielle, la loi n'a laissé à personne la possibilité de prétendre qu'Israël est une « démocratie » qui traiterait équitablement tous ses citoyens.

La réponse officielle de la direction palestinienne à cette loi a été faible, c'est le moins que l'on puisse dire. En Cisjordanie, l'Autorité Palestinienne a failli à avancer une réponse cohérente. Jusqu'ici, elle s'est seulement engagée dans des campagnes de « fidélité » chaque fois que sa légitimité était remise en question. Très récemment, pendant la préparation de la 73^{ème} session de l'Assemblée Générale de l'ONU, elle n'a eu de cesse de diffuser des slogans soulignant le devoir national de soutenir la direction à ce « moment historique ».

La situation à Gaza est encore pire. L'économie de la Bande assiégée est en « chute libre », dit un récent rapport de la Banque Mondiale, citant comme raison le blocus israélien depuis 11 ans, ainsi que les

rivalités politiques internes, véritable fléau pour la Bande.

Nous devons agir avant de tomber plus profondément dans l'abîme

La situation, brièvement décrite ici, devrait sonner l'alarme chez tout Palestinien concerné par l'avenir de son peuple. Le sentiment de désespoir ressenti dans toute la Palestine est dangereux, surtout alors que la plupart des Palestiniens ont maintenant l'impression qu'ils n'ont pas de véritables amis dans la communauté internationale.

Depuis la création de l'Autorité Palestinienne, Israël a exercé un contrôle sans limite sur la population palestinienne et ses territoires, sans ressentir le besoin de faire aucune concession. Malheureusement, la direction palestinienne a combattu activement tout changement radical de cet état de fait désespérant.

En Cisjordanie, le combat des Palestiniens pour la liberté a été efficacement criminalisé par le propre appareil de sécurité de l'Autorité Palestinienne. L'ordre que la direction a créé en Cisjordanie ne sert que l'élite politique, économique et sécuritaire. Des années de négociations et de diplomatie internationale n'ont produit que peu pour ne pas dire aucun fruit. Le gouvernement israélien agit comme si les Palestiniens n'existaient pas, mais en même temps, impose des lois et des règles horribles qui rendent les Palestiniens totalement impuissants.

Les Palestiniens dans leur ensemble ne peuvent voir à l'horizon aucun scénario capable d'améliorer significativement leur sort. La vision la plus réaliste reste la poursuite à long terme du statu quo, les choses empirant petit à petit pour les Palestiniens.

La vie dans les territoires palestiniens occupés est insupportable et sans espoir. Nous avons désespérément besoin de nous lever et d'agir avant de tomber plus profondément dans l'abîme.

Les opinions exprimées dans cet article sont celles propres à l'auteur et de reflètent pas nécessairement la position éditoriale d'Al Jazeera.

A propos de l'auteur :

Jalal Abukhater

Jalal Abukhater, hiérosolymite, est titulaire d'une maîtrise en Politique et Relations Internationales de l'université de Dundee.

Traduction : J. Ch. pour l'Agence Média Palestine

Source : [Al Jazeera](#)

date créée

2018/10/25